

Les élections au Kenya : du passé faisons table rase !

L'ÉLECTION publique du 21 mars n'est qu'une des étapes d'un long et tortueux processus de changement et de consolidation politique. Ces élections constituent un rituel de diversion (cela fait plus d'un an que les Kenyans sont en période électorale, mais ils ne sont pas les seuls...) et de division (conflits réels ou truqués, y compris à la dernière minute comme la victoire de P. Ngei sur le général J. Mulinge à Machakos, alors que ce dernier avait remporté 60 % des préférences lors des choix de candidatures de la KANU) (1).

Plusieurs grands ténors et non des moindres ont été éliminés avant, pendant ou après les élections : M. Kibaki n'est plus vice-président (2), J. Ole Tipis et M. Shikuku ont été « battus », etc. (les vertus démocratiques du vote populaire font encore illusion auprès des analystes, qu'ils soient diplomates... ou politologues). L'appareil gouvernemental a encore grossi (il y a 4 nouveaux ministères et des *assistant ministers* (68) à ne savoir qu'en faire, au point que les simples députés sont une minorité de parlementaires. En fait, plus que jamais, le parlement s'identifie au gouvernement (ou réciproquement). Parler d'élections devient en un sens un abus de langage : certains pourcentages de

participation sont étonnants dans un sens comme dans l'autre (le taux maximum à Nairobi est de 20,8 %); le système de la « file indienne » a fait ses preuves comme celui des élus sans concurrent (un tiers des 188 députés « élus » de cette manière — de même que le Président lui-même à la présidence !). Enfin les trucages purs et simples sont légion, connus et même parfois décrits dans la presse : ainsi on a retrouvé plusieurs urnes de la circonscription de Shikuku dans la circonscription voisine... mais on en n'a pas recompté les voix pour autant).

Il ne reste donc qu'un sextuor de politiciens de l'ère Kenyatta. Mais ce renouvellement des élites, pour classique et aussi temporaire qu'il soit (les retours sont aussi intéressants que les sorties) ne peut offrir qu'un répit provisoire au président Moi. Certes, cette situation nouvelle est voulue par lui ; mais en élargissant l'assise numérique du pouvoir gouvernemental, Moi ne fait qu'aggraver les défauts du système politique kenyan. La suprématie de la périphérie s'affirme encore plus sur le centre qui semble jouer les arbitres suprêmes. Mais c'est une périphérie émiettée, sans cohésion, à la représentativité minée de l'intérieur puisqu'elle est accordée, attribuée par le Président, plus que par un

choix des électeurs. Du coup, le Président est pris au piège des conflits et arbitrages locaux (188 circonscriptions !), des coups tordus et imprévisibles d'un entourage à la vue souvent très courte (3).

La presse hebdomadaire (*Weekly Review*, *Financial Review*) a diversement rendu compte de l'événement et on ne doit pas exclure, même à ce niveau, le rôle manipulateur de ces analyses dans l'image que le « nouveau » gouvernement veut donner de la stabilité politique auprès d'un certain public étranger (4).

Ces dernières années ont été fertiles en événements en tous genres au Kenya. L'économie a connu des hauts et des bas. La crise politique est endémique : le mouvement clandestin d'opposition Mwa-Kenya a mis le problème des droits de l'Homme au centre de l'attention internationale. La fronde des Églises en matière d'ordre poli-

tique et même de justice sociale a quelque peu indisposé le pouvoir. Il y eut même en novembre 1987 une nouvelle fermeture de l'Université de Nairobi à la suite d'affrontements violents entre étudiants et forces de l'ordre. Du côté du pouvoir, la KANU a presque pris une prééminence constitutionnelle sur le gouvernement et le parlement au moyen notamment de la commission disciplinaire que Moi a fini par dissoudre (les dénonciations de K. Chotara et S. Nassir confinaient parfois au délire quasi fasciste ou totalitaire). On a fait la chasse aux missionnaires américains, on s'est méfié des chercheurs étrangers. Enfin, l'arrivée de Museveni au pouvoir en Ouganda a permis de relancer sporadiquement des mouvements chauvins et xénophobes. Mais ces crises politiques ne sont que le reflet d'un malaise social consubstantiel

(1) Est élu sans concurrent (*unopposed*) celui qui a eu plus de 70 % des voix exprimées dans le système de la file indienne (*queuing system*) : les électeurs faisant la queue publiquement derrière l'image du candidat de leur choix. Ce nouveau système de primaires « au sein » de la KANU a déjà permis beaucoup de manipulations électorales. Les Églises ont beaucoup critiqué publiquement ce système. Pour avoir décrit des irrégularités dans plusieurs circonscriptions, le mensuel *Beyond* du *National Council of Churches of Kenya* (NCCK), protestant, a été saisi et interdit en mars.

(2) Bien qu'il ait été réélu *unopposed* et plébiscité par le *queuing* — 99,8 % — des inscrits à la KANU, ceux-ci représentant 65,4 % des électeurs inscrits sur les listes électorales. Le nouveau vice-président J. Karanja, élu lui aussi *unopposed* dans la circonscription de Mathare à Nairobi (le grand bidonville pluriethnique) n'a eu de fait que 3 % des voix des électeurs inscrits !

(3) Il existe des tests linguistiques (en swahili et en anglais) pour prétendre à la candidature. Le niveau intellectuel d'un certain nombre de députés n'est pas très fameux... Les volte-faces du Président ne sont pas le réveil d'un sage trompé par ses conseillers contrairement à ce qu'insinue *Weekly Review*. Ainsi en mars, le Président a bien cédé devant la grève nationale des matatu. Pour reprendre le mot d'un historien kenyan, le Kenya est bien une « Matatu Republic » !

(4) La *Financial Review* dans son numéro du 28 mars 1988 a mis en lumière les implications politiques et ethniques de la mise sur la touche de M. Kibaki (qui est devenu ministre de la Santé) et de l'avènement de J. Karanja. Le journal a été saisi et le propriétaire de la *Weekly Review* intente un procès pour concurrence déloyale car la *Financial Review* doit parler d'économie et non de politique... Quant à la *Weekly Review*, après avoir ethniciisé les élections tout au long de l'année dans sa description des élections passées dans tous les districts (depuis septembre 1987), elle a fait l'éloge responsable du nouveau président : « l'homme à la barre ».

aux rapports domestiques, ethniques, religieux et économiques. Les fameuses atteintes aux droits de l'Homme ne sont qu'une des formes de la répression civile et de la violence sociale autrement plus répandues et plus inquiétantes pour l'avenir et la santé du système politique kenyan. L'État aggrave plutôt qu'il résoud ou arbitre les remises en cause de la cohésion sociale. Son autorité ne s'exerce que par le dénigrement de toute indépendance intellectuelle et par le contrôle des « lobbies » : les propriétaires de *matatu*, les Églises, les producteurs de café, les hommes d'affaires indiens, les investisseurs étrangers... Le phénomène révélateur que fut l'affaire Otieno confirma le mépris dans lequel sont tenues les femmes au Kenya quel que soit leur niveau d'éducation et l'état de l'opinion publique en matière de changement culturel et juridique (5). L'affaire de la semaine de cinq jours relève de la même mentalité et de la même impréparation institutionnelle : introduite le 1^{er} mai 1986, la nouvelle législation fut abolie huit mois plus tard.

C'est pourquoi les élections doivent être interprétées à la lumière de ce style idéologique et de ces techniques administratives : un mode de redistribution pervers des pouvoirs dans un système qui décentralise pour mieux contrôler, mais qui, par nature propre, est incapable d'élaborer des stratégies hégémoniques nationales. Éliminons donc d'emblée l'élément de programme ou de discussion politique : l'idéologie dominante s'exprime dans un registre pauvre où les choix de société relèvent au mieux d'une image saint-sulpicienne du monde (6).

Ensuite il y eut le redécoupage

et l'augmentation du nombre des circonscriptions (+ 30). Il y eut les campagnes d'inscription sur les listes électorales, d'adhésion à la KANU pour les futurs électeurs. Pour les candidats, ce fut en un sens plus difficile, et certains candidats plus ou moins déjà marqués négativement par le pouvoir ne purent même pas déposer leur dossier de candidature (« retenus » ou « arrêtés », ils étaient libérés après le jour ou l'heure limite : tel fut le cas flagrant de l'ancien *assistant minister* de Nyandarua District, Kimani wa Nyaiki). La proposition du *queuing system* fut certainement l'événement le plus discuté de l'année 1987 : il s'agissait soi-disant d'éviter le bourrage des urnes. Et lors de son investiture, Moi vanta ce système par rapport au vote à bulletins secrets, car il n'y avait eu qu'un mort lors des primaires alors qu'il y en eut quatre pendant les élections proprement dites ! Évidemment, les pressions positives ou négatives pour choisir l'un ou ne pas choisir l'autre n'ont pas manqué : pressions très visibles et souvent sonnantes et trébuchantes. Un des exclus les plus notables de cette deuxième étape fut Charles

(5) Voir l'article de J.-F. Médard dans le n° 29 de *Politique africaine*, mars 1988, pp. 109-114.

(6) Livrons ici quelques « pensées » du nouveau Président lors de son investiture officielle :

— « Le grand problème de l'Afrique est la division idéologique. L'idéologie en laquelle je me reconnais est celle de l'estomac ».

— (à propos des libertés) « Si votre femme sort et rentre à 4 heures du matin s'agit-il là de la liberté de mouvement dont nous parlons ? »

— (à propos des critiques de *Beyond*, en rappelant qu'il est protestant) « Les Églises protestantes n'ont fait que protester depuis les années 1600 pour des raisons qui n'ont rien à voir avec le Kenya d'aujourd'hui. »

Rubia, ancien maire de Nairobi, homme d'affaires brillant et l'un des rares critiques politiques de la « file indienne » ! En effet, tout candidat obtenant plus de 70 % des voix aux primaires était automatiquement élu. La constitutionnalité de ce mécanisme est toujours en discussion. Quatre semaines après ce premier tour du 22 février, eurent lieu les élections proprement dites. D'après le *Financial Review*, dont je reprends les calculs, seulement 43 % des 4,3 millions de membres de la KANU avaient participé aux primaires, soit environ un tiers des électeurs inscrits. Pour les élections, environ 60 % des électeurs appelés à voter le 22 mars (3,8 millions) participèrent, et dans un grand nombre de cas, les candidats obtinrent deux fois plus de voix que lors des primaires, ce qui invalide quelque peu l'optimisme du Président quant à l'efficacité comparée des modes de scrutin. A la suite de ces deux étapes, 70 nouveaux députés furent élus, dont certains réélus (N. Mungai, J. Ngira, D. Amayo, B. Nabwera). Enfin on remarquera qu'il n'y a plus que deux députés féminins, soit 1 % des parlementaires...

Quelques manifestations furent orchestrées (dit-on) par des candidats malchanceux : notons les quelques centaines d'habitants de Kibera (Nairobi) protestant contre la réélection de Philip Leakey, un *mzungu* (blanc !), ou les troubles de Nyeri après l'annonce de la non-reconduction de M. Kibaki à la vice-présidence. Enfin, une vingtaine de réclamations semblent devoir être déposées (le double de 1983).

Mais les résultats les plus intéressants de ces élections doivent être lus dans la composition de la

nouvelle structure gouvernementale. Le remplacement de M. Kibaki par J. Karanja est une nouvelle preuve de la marginalisation symbolique des Kikuyu. Certes, Karanja est aussi kikuyu, mais il ne représente que lui-même. Député non populiste de la circonscription la plus cosmopolite du Kenya, il ne jouit pas d'une très bonne réputation politique et administrative. De plus, il n'est revenu en politique que depuis un an à l'occasion d'élections partielles à la suite de la fuite du député, le banquier Ngumba, en Suède. Certes, les efforts pour neutraliser Kibaki sur son terrain ont été des échecs et cette décision est la preuve que Moi veut se passer du « soutien » de l'un des derniers bastions kikuyu traditionnels associés au pouvoir (celui de Nyeri) ; il suffit de considérer le voyage de trois jours en Égypte (et en Angleterre) du président Moi immédiatement après l'investiture, alors que ses voyages à l'étranger sont plutôt rares, pour en avoir la certitude.

Nous n'avons pas la place pour analyser la composition et les équilibres ethnico-factionnels du nouveau gouvernement. La *Weekly Review* nous dit que le dosage est tout aussi subtil et équilibré que dans les gouvernements précédents. Sans aucun doute, à ceci près que le nombre des députés a été augmenté de près de 20 %, de même que le nombre de postes gouvernementaux. Le redécoupage des attributions ministérielles a soulevé toutefois une certaine curiosité. Un tout nouveau ministère, de l'Orientalisation nationale et des Affaires politiques (*National Guidance et Political Affairs*), est chargé du code d'éthique nationale, de la censure des médias, de la promotion de la KANU, de la philosophie Nyayo

et de la doctrine harambee. Les trois autres ministères résultant de regroupements inédits se consacrent à la formation professionnelle, au développement régional et à l'emploi (ministère différent de celui du travail et qui doit soutenir notamment les programmes « Ina Koli », de promotion du secteur informel). Bref, un ministère de la propagande et trois ministères plus ou moins technocratiques. Avec 28 ministres (7), 68 *assistant ministers* (seulement 22 ont été renouvelés) la machine risque d'être lourde à diriger. Bien entendu, c'est le Président qui donne le ton et chacun aura suffisamment d'« affaires » à traiter pour que le Président se sente les mains libres. Mais les mains libres pour quoi faire ? La stabilité est le sous-produit de cette versatilité clientéliste mais c'est une stabilité de la stagnation qui ne s'attaque à aucun des problèmes socio-économiques de base. V. Khapoya, dans son article sur la succession

politique au Kenya (8), signalait que la petite bourgeoisie éduquée répudierait toute radicalisation et tout populisme. Mais la quadrature du cercle est la même : à qui doit profiter l'État : aux fonctionnaires, aux hommes d'affaires urbains, aux fermiers prospères ou... aux autres ? Le Président s'en est bien sorti, mais a-t-il mis tous ses acolytes dans une position aussi profitable politiquement et matériellement ? Car à accroître la surface du pouvoir sans contrepartie des ressources disponibles (au niveau de l'État comme des *wananchi*), le Président introduit de nouveaux dysfonctionnements et complique d'autant la solution des crises futures, inévitables.

Bernard Smith

(7) En fait il y en a 5 de plus : le vice-président qui est aussi ministre et les quatre ministres d'État du Bureau du Président.

(8) « Moi and Beyond : towards peaceful succession in Kenya ? », *Third World Quarterly*, vol 10, 1, jan. 1988, pp. 54-66.